

L'économie politique à la recherche de son objet

Jean-Marie Harribey¹

Raison présente, « Réduction et émergence dans les sciences »
n° 191, 3^e trimestre 2014, p. 107-118

Lorsque l'économie politique classique naît véritablement à la fin du XVIII^e siècle avec Adam Smith, le contexte socio-économique et politique est en plein bouleversement. La révolution industrielle a déjà démarré en Angleterre, en Hollande et dans les bassins miniers de Wallonie, et le capitalisme prend son essor en transformant la main-d'œuvre en prolétariat salarié. Sur le plan politique, la déclaration d'indépendance des États-Unis en 1776 et la Révolution française de 1789 accompagnent les transformations économiques et contribuent à donner un cadre institutionnel aux nouveaux rapports sociaux qui s'imposent.

Sur le terrain des idées, la philosophie politique libérale a déjà, tout au long du XVIII^e siècle, été constituée sur la base de la prééminence des droits de l'individu, dont celui de la propriété joue un rôle décisif. Avec la montée du capitalisme, le libéralisme au sens de la philosophie politique est complété par le libéralisme économique. Ce nouveau corpus théorique croit en la rationalité de l'*homo œconomicus*, en l'existence de lois économiques naturelles et au marché régulateur de la totalité sociale. Il se conclut par l'inutilité du politique, hormis son rôle de gardien des lois prétendument naturelles. La liberté humaine est restreinte au seul périmètre individuel. Celle de construire collectivement un projet politique pour la société est impensable et exclue *a priori*. La fin de l'histoire est arrivée... avant même qu'elle ait commencé puisque, de toute éternité et universellement, la vie humaine n'obéit qu'à des causes extérieures à l'humanité.

Tout cela s'apparente à une fiction. Repérons ici quelques failles épistémologiques et conceptuelles de cette construction, avant de voir à quelles difficultés elles mènent aujourd'hui, au plus fort d'une crise du capitalisme mondialisé.

1. Les failles épistémologiques de l'économie politique

Smith esquisse en 1776, mais avec modération, les grands traits de la figure que ses disciples transformeront en modèle universel de l'homme moderne façonné par et pour le capitalisme : l'*homo œconomicus*, qui recherche sa satisfaction maximale par une consommation toujours croissante de biens ou de services, que son activité lui procure ou lui permet d'obtenir en échange. Sa soif est inextinguible et est seulement bornée par son pouvoir d'achat. Sa force réside dans une rationalité sans faille et une autonomie totale. Cette robinsonnade tant moquée par Marx repose sur le postulat smithien selon lequel l'individu a une propension « naturelle » à l'échange. L'établissement de contrats marchands, grâce auxquels il trouve pleine satisfaction, est l'acte fondateur de la société. Celle-ci ne préexiste pas au commerce, elle en procède. Mieux encore, son harmonie naît de la généralisation de celui-ci, facilitée par la propriété privée et la libre concurrence agissant comme si une « main invisible² » d'essence quasi divine faisait se réaliser cette maxime de Montesquieu : « C'est

¹ Université de Bordeaux. <http://harribey.u-bordeaux4.fr> ; <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey>. Pour me présenter, la revue *Raison présente* a commis une erreur en inventant un « Laboratoire Alternatives économiques » qui n'existe pas.

² Smith A., *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 1991, tome 2, p. 43.

presque une règle générale que, partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce ; et que partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces.³ »

La contradiction dans laquelle est enfermé l'*homo œconomicus* est évidente : il est seul puisque n'existe aucune « cité » au sens grec, c'est-à-dire aucune communauté politique, et il doit échanger. La seule manière de le faire sortir de cette contradiction est de *naturaliser* sa condition. Il est *naturellement* doté d'une propriété, il est *naturellement* porté à chercher son plaisir maximum, il est *naturellement* rationnel, il est *naturellement* disposé à échanger sur un marché qui se créera *naturellement* dès que le hasard fera se rencontrer *naturellement* le boucher et le boulanger de Smith⁴. Autrement dit, l'*homo œconomicus* est *naturellement un être social*, ce qui est une contradiction dans les termes puisqu'il serait social sans avoir été socialisé.

Smith est trop fin philosophe pour ne pas voir la faille de ce raisonnement qui prétend fonder le bien-être général sur l'égoïsme calculateur de tout *homo œconomicus*. Il saute l'obstacle en attribuant à celui-ci une caractéristique plus positive : l'*homo œconomicus* a besoin de reconnaissance de la part des autres, et c'est de l'empathie générale que surgit l'harmonie de la société bien plus que de la recherche de l'intérêt égoïste. Malheureusement, les successeurs libéraux de Smith ne retiendront que ce dernier mobile, parce que le Smith des « sentiments moraux⁵ » pouvait se révéler assez vite encombrant pour les tenants de l'ordre capitaliste. Dès lors, le schéma de Smith, tronqué par ses successeurs, permettra plus tard d'exclure le politique, c'est-à-dire la délibération collective et donc, d'une certaine manière, la démocratie. Deux raisons poussent dans ce sens. D'une part, le marché où s'échangent les marchandises est considéré comme autosuffisant : ainsi, sont ignorées toutes les activités fondées sur la réciprocité comme le don ou sur la redistribution organisée par la collectivité. D'autre part, il est logiquement impossible de déduire une décision collective de la collecte des décisions individuelles, aussi rationnelles soient-elles.⁶ Il ne reste plus qu'à instaurer une forme dictatoriale du pouvoir.

À propos de cette triple croyance (rationalité, lois économiques naturelles et marché régulateur de la totalité sociale), Polanyi⁷ parlera de « fiction ». La supercherie atteint son comble en tenant deux discours contradictoires, qui étaient pourtant absents chez Smith : d'un côté, l'État est inutile et, de l'autre, il est au service de tous, protecteur sous son aile des riches et des pauvres embarqués sur le même navire. Smith avait pourtant averti : « Le gouvernement civil, en tant qu'il a pour objet la sûreté des propriétés, est, dans la réalité, institué pour défendre les riches contre les pauvres, ou bien, ceux qui ont quelque propriété contre ceux qui n'en ont point. » Ainsi, les premiers peuvent « dormir avec tranquillité ». ⁸ Marx pourra alors en déduire que les lois gouvernant l'organisation sociale ne sont jamais naturelles mais toujours le produit de rapports de force sociaux.

L'économie politique avait su saisir la portée des transformations introduites par le capitalisme naissant qui affichait une promesse d'abondance pour les temps à venir, effaçant la malédiction de l'homme chassé du paradis, dont les portes restent cependant ouvertes grâce à la Providence du marché. La faille de l'économie politique est de n'avoir pas poussé la logique du raisonnement jusqu'au bout : la réalité est là mais elle est, au moins pour une

³ Montesquieu C. de S. de, *De l'esprit des lois*, 1758, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1951, tome 2, 4^e partie, Livre XX, Chapitre premier, p. 585.

⁴ Smith A., *La richesse des nations*, *op. cit.*, tome 1, p. 82.

⁵ Smith avait publié en 1759 *Théorie des sentiments moraux*, Paris, Éd. Guillaumin, 1860, réimpr. Plan de La Tour, Éd. d'Aujourd'hui, 1982.

⁶ C'est le paradoxe de Condorcet repris par Arrow K.J., *Choix collectifs et préférences individuelles*, 1951, Paris, Calmann-Lévy, 1974, pour en déduire l'impossibilité de la démocratie.

⁷ Polanyi K., *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard, 1983.

⁸ Smith A., *La richesse des nations*, *op. cit.*, tome 2, p. 337 et 332.

bonne part, le résultat d'une construction sociale, et non pas le résultat mécanique des évolutions matérielles.

La conception de la richesse que laisse l'économie politique est alors doublement paradoxale. En suivant l'intuition d'Aristote, elle affirme l'irréductibilité de la valeur d'usage à la valeur d'échange, ou encore de la richesse à la valeur économique, et laisse ainsi la place à une richesse non monétaire et même à une richesse monétaire mais non marchande. Mais, et c'est le premier paradoxe, elle cantonne la richesse aux productions matérielles. Et elle pose, pour la première fois dans l'histoire de la pensée, la valeur en prise directe avec les rapports sociaux, à la fois sur le plan de la production de valeur (la division du travail chère à Smith) et sur le plan de la répartition de celle-ci entre les classes sociales (capitalistes, salariés et propriétaires fonciers). Mais, second paradoxe, elle aboutira à la rationalité individuelle de l'*homo œconomicus* qui nie l'existence préalable de la société.

Marx montre alors que ces deux paradoxes sont en réalité l'expression du fétichisme qui entoure les rapports sociaux capitalistes.⁹ Pour n'avoir pas su reconnaître le caractère socio-historique des prétendues lois économiques, l'économie politique classique n'a pas pu tirer de ses impasses la théorie de la valeur-travail qu'elle échafaude. Il revint alors à Marx d'en faire la critique en montrant que le fondement de la valeur est le travail *socialement validé*, et non pas le travail incorporé au sens de Ricardo.¹⁰ Mais, parce que la théorie de la valeur de Marx est une théorie critique des rapports sociaux, elle fut niée par l'idéologie néoclassique ultérieure qui bannira de sa construction la distinction originelle entre valeur d'usage et valeur d'échange, fondatrice de l'économie politique classique. En évacuant de l'analyse économique tout ce qui a trait aux rapports sociaux, à l'organisation sociale et aux institutions, la séparation de l'économie en tant que discipline des autres sciences sociales est en marche : le « désencastrement » de l'économie est donc double, dans la réalité et dans la théorie.

2. Un concept mal pensé et un autre non pensé

Le cadre épistémologique de l'économie politique ainsi posé, il va en résulter un concept mal pensé, la rareté, et un autre non pensé, la monnaie.

La rareté est d'abord vue comme résultant d'une loi naturelle que les humains subissent, mais elle est relative à l'écart qui sépare les besoins des ressources. Cet écart est irréductible si les besoins sont posés comme illimités et les ressources comme limitées. Or les besoins sont vus par les classiques comme physiologiques et donc naturels, mais aussi comme sociaux. S'ils n'étaient que naturels, ils seraient limités et les tensions sur la rareté des ressources seraient atténuées. Mais s'ils sont également sociaux, ils sont constamment évolutifs, donc potentiellement illimités et la tension sur les ressources s'approfondit.

Le principe de la rareté est ensuite étendu à tous les domaines. La terre est en quantité limitée. Au fur et à mesure de la mise en culture, les rendements décroissent. Cela sera le soubassement de la théorie de la surpopulation de Malthus et de celle de la rente différentielle de Ricardo. En généralisant le raisonnement à l'ensemble des ressources naturelles, les rendements d'échelle décroissants finissent par frapper tous les domaines d'activité.

Cependant, l'économie politique se détache de cette soumission en considérant que la rareté peut être éloignée grâce à l'amélioration de la productivité du travail. Celle-ci provient elle-même de l'approfondissement de la division du travail, tant interne qu'externe. Smith, Ricardo et aussi, plus tard, John Stuart Mill, revendiqueront les bienfaits de l'échange

⁹ Marx K., *Le Capital*, Livre I, 1867, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome I.

¹⁰ Nous renvoyons pour plus de développements à notre ouvrage *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, LLL, 2013.

international. Le recul des limites est-il lui-même sans limite ? Ricardo voit avec effroi arriver l'état stationnaire, tandis que Mill s'en réjouira.

La recherche d'un accroissement de la richesse pour reculer les limites de la rareté est l'expression de la rationalité des individus. Mais, pour pouvoir justifier la recherche de l'abondance, c'est-à-dire le recul de la rareté, il faut recréer celle-ci en permanence ou bien nourrir constamment le sentiment de la rareté. La rareté est alors autant fantasme que réalité. Le paradoxe de l'économie politique traduit une contradiction du capitalisme : ce dernier doit constamment recréer la rareté ou l'illusion de la rareté pour développer sans cesse sa dynamique. Or Ricardo redoute l'état stationnaire, mais il refuse toute création monétaire qui impulserait une dynamique économique. Il reste arc-bouté sur le *currency principle* (monnaie fondée sur l'encaisse métallique). Autrement dit, il raréfie la monnaie par souci de stabiliser la valeur de celle-ci.

Cette vision s'est perpétuée jusqu'à nos jours. Toute une tradition ricardienne fait du taux d'intérêt le signe de la rareté de l'épargne préalable. Il faut renoncer à la consommation pour pouvoir investir. La satisfaction immédiate des besoins ne peut, selon cette tradition, qu'accélérer le rapprochement de la malédiction de la rareté. Cette vision du taux d'intérêt sera systématisée par Irving Fisher : le taux d'intérêt traduit la rareté des ressources que l'on voudrait affecter pour préparer l'avenir.

C'est contre cette vision que Keynes mènera une bataille théorique en remettant en cause une hypothèse des classiques dénuée de fondement. La perpétuation de la rareté, voire son approfondissement, sont dus à l'hypothèse d'atomicité des agents économiques. Les individus sont isolés et prennent des décisions de manière autonome. Aucune coopération n'existe entre eux. Il n'y a jamais d'externalités positives qui rendraient possible une « croissance endogène ». Sans externalités positives, les rendements d'échelle des facteurs de production utilisés par chaque individu isolé sont obligatoirement décroissants. S'il y en avait, l'accumulation du capital et la mise en œuvre des ressources de tous ordres réduiraient les coûts unitaires et conduiraient à produire toujours davantage jusqu'au point où une entreprise monopoliserait tout le marché. Le progrès technique, considéré dans cette tradition théorique comme exogène, ne modifie pas la situation évoluant vers l'état stationnaire.

La rareté subie, éloignée et constamment recréée devient alors pour l'économie politique la condition de la valeur. Économie de production à l'origine des richesses (les seules qui ne soient pas données à l'homme et qui résultent d'un travail) et économie d'échange sont les deux réalités liées entre elles que les classiques prennent en compte. Travail et échange sont les deux moments-lieux présidant à la formation et à la réalisation de la valeur dans un univers de rareté.

Contrairement à ce qui est souvent affirmé, il n'y a pas pour les classiques d'opposition théorique entre rareté et travail comme fondement de la valeur. La rareté est la condition nécessaire pour que l'homme se mette au travail. Dès lors, le travail implique au sens logique la rareté (travail \Rightarrow rareté). Et la loi dite de la valeur-travail implique la loi dite de la rareté (loi de la valeur-travail \Rightarrow la loi de la rareté) selon laquelle plus un bien est rare, plus il est cher car il faut plus de travail pour l'obtenir.

De même, utilité ne s'oppose pas à travail. Pour Smith et Ricardo (sur ce point, Marx leur restera fidèle), la valeur d'usage est une condition nécessaire mais non suffisante de la valeur d'échange. Il existe donc chez eux un triptyque conceptuel tout à fait cohérent car « en tant qu'elles possèdent une utilité, les marchandises tirent leur valeur d'échange de deux sources : leur rareté et la quantité de travail nécessaire pour les obtenir¹¹ », nous dit Ricardo.

Malheureusement, la logique de Ricardo ne suffira pas à convaincre son collègue Say qui fourvoiera l'économie politique dans l'impasse qu'empruntera quelques décennies après

¹¹ Ricardo D., *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817, Paris, GF-Flammarion, 1992, p. 52.

la théorie néoclassique. Say conçoit l'articulation entre rareté et utilité comme un binôme exclusif, alors que Smith et Ricardo avaient introduit la médiation du travail pour résoudre (temporairement) la question de la rareté et pour donner à la valeur d'échange une mesure objective, ce que la valeur d'usage ne peut faire. Indirectement, ils réintroduisaient les rapports sociaux dans l'analyse. Au contraire, Say établit une fausse identité entre valeur et utilité. C'est la relation sans médiation qu'il établit de manière erronée entre rareté et utilité qui donnera naissance plus tard à la notion d'utilité marginale, laquelle aura pour résultat essentiel d'évacuer les rapports sociaux de l'analyse.

Alors qu'on trouve chez Smith un enchaînement logique *rareté* → *travail* → *valeur* → *gravitation* → *prix de marché*, qui met l'accent sur la gravitation des prix courants autour des prix naturels (qui sont la somme de tous les coûts, profits et rentes moyens) en fonction des fluctuations de l'offre et de la demande, on ne trouvera, à partir de Say, qu'une loi triviale dite de l'offre et de la demande, qui occulte les étapes intermédiaires entre les bornes de l'enchaînement précédent et ne fait plus apparaître que la rareté et l'ajustement de l'offre et de la demande par des prix flexibles. Et si le jeu du marché établit un équilibre automatique entre offre et demande, la tension entre, d'un côté, les ressources et biens disponibles en quantité limitée, et, de l'autre, les besoins réduits à une partie d'entre eux, les besoins solvables, est supprimée. Chez Say et plus tard les néoclassiques, le marché est le dieu bienfaisant qui sauve l'humanité de la rareté, cette malédiction.

Il faut donc que l'extinction de la rareté fonctionne comme un mythe. L'homme ne vit pas dans un univers sans contraintes : ainsi, certaines ressources naturelles sont limitées, et le temps lui manque pour réaliser tous ses projets. Il doit alors inévitablement être économe : des ressources pour ne pas les gaspiller et en laisser pour ses descendants, et de son temps de travail pour pouvoir jouir de la vie. Or, le capitalisme, engagé dans une course à l'accumulation sans fin, au lieu de nous éloigner de la rareté en organisant la production en masse comme ses idéologues le prétendent, nous en rapproche en surexploitant les deux choses dont nous manquons : les ressources et notre temps. Le capitalisme nous promet une certaine abondance et nous pousse vers une rareté certaine.

Pourquoi les approches classiques de la valeur excluent-elles la monnaie ? Bien que l'économie politique soit écartelée sur la question de la valeur, l'approche en termes d'économie réelle semble plutôt un point commun entre tous les auteurs, qui les amène à considérer la monnaie comme voile et ne jouant pas de rôle sur le système productif. En faisant du travail le fondement de la valeur, les classiques anglais situent celui-ci dans l'acte de production sur lequel la monnaie n'exerce pas d'influence : le marché est présent dans la théorie de la valeur, mais la monnaie, indispensable au marché, reste exclue de celle-ci.

Smith effectue une rupture par rapport au mercantilisme qui réduisait la richesse à la quantité de métaux précieux qui ne pouvait s'accroître que par un excédent commercial aux dépens de l'extérieur. Mais, puisqu'il y a dissociation entre valeur d'usage et valeur d'échange pour Smith et Ricardo, la valeur d'échange doit avoir un fondement objectif indépendant des caractéristiques de la marchandise, de l'usage qui est fait par l'utilisateur et de l'unité monétaire. Pour Smith, la valeur des métaux précieux varie. En revanche, le travail ne varie jamais dans sa valeur propre, car Smith raisonne non pas en termes de quantités physiques de travail mais en termes de travail salarié homogénéisé par le salaire, qui dépend lui-même du prix des marchandises, d'où le raisonnement circulaire de Smith. La valeur des marchandises est donc mesurée par la quantité de travail salarié qu'elles permettent d'acheter et non par la quantité de travail qu'elles contiennent. En retenant le travail commandé (c'est-à-dire salarié) rendu homogène, il n'y a pas besoin de monnaie pour mesurer la valeur des marchandises.

Les rapports d'échange sont des prix relatifs. Ils peuvent donc s'exprimer sans monnaie. Les ricardiens modernes tenteront de résoudre un système de prix de production qui donne des prix relatifs. La recherche d'un étalon universel et invariable de la valeur par Ricardo et Sraffa n'a pas besoin de monnaie. Le taux de profit et la part des salaires dans le revenu national sont liés par une relation indépendante de la monnaie et même du niveau de la production (elle dépend seulement de la structure de la production).

Au final, la monnaie reste exclue des théories classiques de la valeur, malgré la prise en compte du marché. Le prix du marché gravite autour du prix naturel ou prix de production, qui renvoie aux conditions objectives indépendantes de ce qui se passe sur le marché, ce qui est faux car il peut y avoir déplacement des capitaux à la suite d'une réaction du marché. Dans les échanges internationaux, les coûts de production sont comparés ; mais c'est un recul par rapport à la théorie de la valeur-travail, car on fait un calcul de coût d'opportunité et on a encore moins besoin de monnaie. Même Stuart Mill, qui fait pourtant intervenir les offres et les demandes réciproques, ne prend pas en considération la monnaie.

Il y a certes des échanges monétaires et des revenus distribués qui sont monétaires, mais ces derniers sont entièrement consommés ou investis. L'épargne ne peut être thésaurisée. Cela permet de conclure à l'impossibilité de la surproduction. L'harmonie universelle et naturelle est préservée et l'ensemble théorique reste cohérent. En effet, dans une économie de troc, la loi des débouchés de Say est bien sûr vérifiée.

Le mérite des classiques fut de démontrer que la véritable richesse n'était pas constituée par la monnaie, contrairement à ce que croyaient les mercantilistes. Leur tort fut d'en déduire une théorie qui excluait le fait monétaire et qui s'interdisait alors de voir que la monnaie était réserve de valeur et surtout de comprendre les crises.

Plus largement, en neutralisant la monnaie, on lui donne un statut « naturel » et elle échappe à la volonté humaine et politique, elle n'est donc pas une institution sociale à la Marx, Mauss, Keynes ou Polanyi. C'est encore moins un enjeu entre les classes. Paradoxe de plus car, pour Smith et Ricardo, la production est répartie entre les classes et le surproduit est approprié par les propriétaires du capital et de la terre. L'économie politique classique ajoute donc un étage de plus à sa construction théorique qui ne voit que des mécanismes naturels : loi ricardienne des rendements décroissants, loi malthusienne de la population, loi d'airain des salaires, loi des débouchés. C'est le grand écart de la théorie classique : d'un côté, le naturalisme le plus complet ; de l'autre, une théorie de la valeur qui plonge au cœur des rapports sociaux. Comment concilier les deux ? Par un tour de passe-passe : la propriété privée, apanage des uns et pas des autres (qui n'auront alors que leurs bras), est naturelle !

Si la monnaie n'exerce pas d'influence sur les prix relatifs, elle peut influencer le niveau général des prix. D'où l'ébauche de la théorie quantitative de la monnaie à laquelle participent les classiques (après Bodin, Locke, Hume, Cantillon) et notamment Ricardo avec la thèse bullioniste (qui donnera naissance à la *currency school*) affirmant que l'émission excessive de monnaie-papier ou métallique inconvertible est à l'origine de l'inflation, de la dépréciation du change et de la flambée du prix de l'or, et qu'il convient donc de revenir à l'étalon métallique et de restreindre la circulation des billets. La monnaie est neutre à l'égard de la production et elle sera alors neutralisée à l'égard des prix. Et si elle est neutralisée à l'égard des prix, elle ne peut effectivement pas influencer la sphère réelle. La loi de Say et la théorie quantitative de la monnaie s'impliquent réciproquement. À défaut d'avoir raison, l'économie politique comporte une certaine cohérence : bien qu'adoptant des points de départ différents sur la théorie de la valeur, les théoriciens classiques arrivent tous à l'association entre la monnaie-voile, la loi des débouchés et la théorie quantitative de la monnaie.

Mais, victime de sa vision naturaliste de l'économie et de la société, la théorie classique connaîtra un destin partagé en deux :

- à la suite de Say, la conception de la monnaie voile triomphera dans la théorie néoclassique qui abandonne toute théorie de la valeur ;

- à la suite de Malthus et de Sismondi qui eurent l'intuition de la possibilité des crises parce que la monnaie dissocie pouvoir d'achat et vouloir d'achat, Marx réintroduit la monnaie comme instrument de pouvoir et d'accumulation et comme facteur de déclenchement des crises, à cause de la thésaurisation que Keynes systématisera avec la préférence pour la liquidité.

3. La crise du capitalisme mondialisé a mis à bas la fiction épistémologique de la naturalisation des rapports sociaux

Toute l'histoire du capitalisme est marquée par une lutte entre l'élargissement des droits de propriété privée et la préservation d'un espace commun. De nouveaux enjeux se dessinent aujourd'hui, notamment autour des logiciels, des supports de la connaissance et de la connaissance elle-même, ainsi qu'autour de la valorisation de la nature sous couvert de soutenabilité écologique.

Prenons l'exemple du discours sur la « valeur de la nature » qui se développe dans toutes les instances internationales. Ainsi, les services rendus par les chauves-souris aux États-Unis sont évalués à la hauteur du prix des insecticides, 22,9 Mds de dollars par an, qu'elles permettent d'économiser car elles détruisent les nuisibles aux récoltes.

Il est postulé qu'on peut additionner des éléments dont la mesure résulte de la prise en compte des coûts de la production réalisée par l'homme et des éléments qui ne sont pas produits et qui, en outre, relèvent du qualitatif ou de valeurs éthiques *non évaluables*. Tout peut alors être considéré comme du capital. Il s'agit d'une nouvelle figure du fétichisme de la marchandise : la fétichisation des rapports avec la nature comporte deux volets, mis en avant alternativement ou conjointement dans la plupart des écrits de l'« économie de l'environnement ». D'une part, la nature est considérée comme une valeur économique, mais elle ne peut alors être dite intrinsèque, ou bien n'étant pas une valeur économique parce qu'intrinsèque et donc hors de l'économique, on ne devrait pas l'ajouter à la valeur économique. D'autre part, de nombreux travaux néoclassiques s'obstinent à mesurer la valeur ajoutée imputable à l'action de la nature, le plus souvent en utilisant une fonction de type Cobb-Douglas, de façon à rémunérer les services environnementaux, en fait rémunérer les propriétaires des biens environnementaux, une fois privatisés et marchandisés les biens naturels.¹²

Or, la « valeur » de la nature appartient à un autre registre que l'économie. Derrière la confusion de l'idéologie dominante ressurgissent donc 1) l'impossibilité de rendre commensurables l'utilité de la chauve-souris et la valeur marchande des insecticides évités, 2) la vacuité de la notion de valeur économique intrinsèque de la nature, et 3) au contraire la nécessité de maintenir la distinction irréductible entre la valeur d'usage des choses et leur valeur d'échange. *A fortiori*, la « valeur » des êtres vivants ne peut être réduite à un quantum de monnaie.

On peut alors relier les causes profondes de la crise du capitalisme de ce début de XXI^e siècle aux failles de la pensée économique. D'un côté, le capital se heurte à une limite de l'exploitation de la force de travail qu'il ne peut repousser indéfiniment, parce que des résistances des travailleurs s'expriment pour s'opposer à l'augmentation du taux de plus-value et aussi pour préserver tous les pans d'activité qui échappent à son emprise. De l'autre côté, et pour la première fois de son histoire, il se heurte à la barrière des ressources naturelles exploitables.

¹² Voir Harribey J.-M., *La richesse, la valeur et l'ineffable*, op. cit.

Il s'agit donc d'une crise de la production et de la réalisation de *valeur pour le capital* (la plus-value), dont les conséquences vont au-delà de ce à quoi le capitalisme nous avait habitués puisque les conditions de survie de l'humanité sont aujourd'hui en cause. Les conceptions dominantes de l'économie sont bouleversées et cela oblige à revenir aux sources mêmes de l'économie politique et de sa critique car, si la crise est à la fois classique et inédite, ce qui relie ces deux aspects, c'est qu'il s'agit d'une crise de cette marchandisation du monde que Marx avait annoncée et théorisée. L'économie politique classique était née en partant d'une prémisse juste sur la richesse et la valeur pour définir son objet. Elle est restée au milieu du gué pour avoir « naturalisé » cet objet social. La théorie néoclassique s'y noiera.